

Paul Dubé accueille l'Ombudsman néerlandais et les participants du programme de stage de l'Assemblée législative de l'Ontario, et autres nouvelles.

[Voir ce courriel dans votre navigateur](#)



Twitter



Facebook



LinkedIn

L'OMBUDSMAN ÉCOUTE ET PARTAGE



ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION DE L'OMBUDSMAN

En septembre l'Ombudsman Paul Dubé a participé en tant qu'expert au cours de formation continue Essentials for Ombuds à Osgoode Hall. Il a aussi accueilli à son Bureau l'Ombudsman néerlandais Reinier van Zutphen, et les participants du programme de stage de l'Assemblée législative de l'Ontario ([Ontario Legislature Internship Programme](#)). Accompagné de son personnel, il a assisté à la conférence annuelle de la [National Association of Civilian Oversight of Law Enforcement](#) à Spokane, Washington. Le personnel de l'Ombudsman a aussi représenté le Bureau lors de plusieurs événements municipaux, dont l'[Ontario East Municipalities Conference](#) à Kingston, et la [conférence de l'Association française des municipalités de l'Ontario](#) à La Nation.

L'OMBUDSMAN DANS LES NOUVELLES

- [L'urgence de réformer le système carcéral en Ontario](#) - Radio-Canada
 - [Les conseils scolaires ont mal géré la pénurie de conducteurs d'autobus, conclut l'Ombudsman](#) - Bulletin de l'AOMF
 - [Municipalities working towards hiring local watchdog](#) - The Review (en anglais)
-

NOUVELLE ANNÉE, NOUVELLES RÈGLES DES RÉUNIONS PUBLIQUES

Le 1^{er} janvier 2018, des changements aux règles des réunions municipales entreront en vigueur dans le cadre de l'ancien Projet de loi 68, *Loi de 2017 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne*. Ces changements incluent une définition plus claire de « réunion » ainsi que plusieurs nouvelles exceptions qui permettront aux conseils de se réunir à huis clos (par exemple pour discuter de renseignements confidentiels fournis par un autre organisme gouvernemental, de « secrets industriels », ou de certaines données financières).

D'autres changements, exigeant que les municipalités adoptent des codes de conduite et fournissent un accès aux services d'un commissaire à l'intégrité, n'entreront en vigueur que le 1^{er} mars 2019. Ce sont des changements que l'Ombudsman recommande depuis longtemps. Pour plus de détails, consultez <https://www.ontario.ca/fr/lois/proclamations> et cherchez « *Loi de 2017 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* ». Vous pouvez aussi vous informer des enquêtes de l'Ombudsman sur les réunions à huis clos [ici](#).

Vous vous demandez quand tenir une réunion à huis clos, ou comment créer un processus local de plaintes? Passez prendre nos fiches de conseils dans nos kiosques, ou consultez notre site Web.



Conseils pour
les municipalités

Processus local de plainte

Chaque municipalité devrait avoir en place un processus clair pour répondre aux plaintes du public. Le **processus local de plainte** devrait être :



Conseils pour
les municipalités

Réunions à huis clos : Pratiques exemplaires

Les réunions municipales devraient se dérouler en public, à de rares exceptions près, conformément à la *Loi de 2001 sur les municipalités*, article 239. Les enquêtes de l'Ombudsman sur les réunions à



BELLE RENCONTRE ENTRE LES BUREAUX DE L'OMBUDSMAN ET DU CIPVP

Le personnel de l'Ombudsman a joué contre le bureau du Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée lors d'une partie amicale de softball le 14 septembre. L'équipe de l'Ombudsman a été défaite de peu, par 17 à 16 – mais elle attend impatiemment la revanche.

LA COURSE À LA VIE

En parlant de sport, les membres de l'équipe de notre personnel, les [Chiens de garde de l'Ombudsman](#), participent à La course à la vie pour la 10^e année consécutive, le 1^{er} octobre, rendant hommage à leurs collègues et à leurs

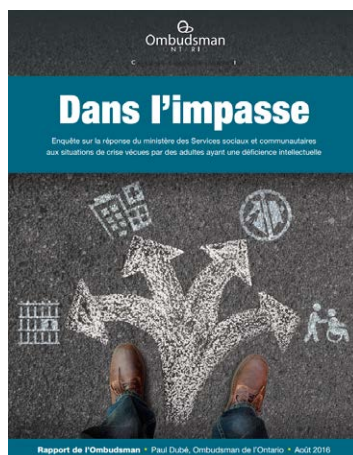


proches qui ont été aux prises avec un cancer du sein. On s'y voit!



RENDEZ-VOUS EN OCTOBRE!

Ne manquez pas de rencontrer le personnel de l'Ombudsman et de vous procurer nos ressources lors d'événements de sensibilisation le mois prochain à Mississauga à la foire de l'[Association des centres pour aînés](#), à Toronto à la foire d'information des [Services de l'Ontario pour les personnes ayant une déficience intellectuelle – Région de Toronto](#), et à Unionville/Markham lors de l'atelier de conseil scolaire de [Parents Engaged in Education](#).



LE POINT SUR UNE ENQUÊTE:

DANS L'IMPASSE

Le ministère des Services sociaux et communautaires continue de faire rapport à l'Ombudsman tous les six mois sur ses progrès dans la mise en œuvre des 60 recommandations visant à améliorer les services pour les adultes ayant une déficience intellectuelle, faites dans son rapport [Dans l'impasse](#) il y a un an, en août 2016. Le tout dernier numéro du bulletin « [Point de mire: La réorganisation](#) » du Ministère souligne certains de ses efforts récents. Ce faisant, le personnel de l'Ombudsman traite de nouvelles plaintes dans ce secteur chaque semaine – depuis la parution du rapport, nous avons reçu plus de 200 nouveaux cas, et nous avons aidé beaucoup de gens en crise à trouver un

placement convenable.



CARRIÈRES AU BUREAU DE L'OMBUDSMAN

Vous vous intéressez aux questions de justice sociale et d'équité procédurale dans le secteur public? Nous recrutons!

[Cliquez ici pour en savoir plus.](#)

EXPOSÉ DE CAS

Un bénéficiaire du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées, qui s'occupait d'un membre de sa parenté atteint de maladie, a fait appel à nous car ses prestations de logement avaient été suspendues sans aucune explication. Nous avons communiqué avec le bureau du POSPH et nous avons découvert que la responsable du dossier était en congé et que d'autres membres du personnel vérifiaient sa boîte vocale mais pas ses courriels. Nous avons demandé au POSPH de communiquer avec cet homme, et après que celui-ci a envoyé des documents actualisés, ses paiements ont repris. Pour voir d'autres exemples de cas résolus avec succès, [cliquez ici](#).

CAS DU SECTEUR PARAPUBLIC

Il y a deux ans ce mois-ci que le mandat de l'Ombudsman a été élargi pour inclure les conseils scolaires. Depuis le 1^{er} septembre 2015, nous avons reçu 1 777 plaintes et demandes de renseignements au sujet de ces organismes.

Notre mandat a aussi été élargi pour inclure les municipalités et les universités au 1^{er} janvier 2016. Depuis cette date, nous avons reçu 5 258 cas à propos des municipalités et 368 à propos des universités.

Comme la plupart des quelque 21 000 cas que nous recevons chaque année, tous ces dossiers – sauf de rares exceptions – ont été réglés sans besoin d'enquête officielle.

[Pour en savoir plus, cliquez ici](#)

Portez plainte en ligne

L’Ombudsman est un officier indépendant de l’Assemblée législative de l’Ontario, chargé de surveiller les organismes du gouvernement provincial ainsi que les municipalités, les universités et les conseils scolaires. L’Ombudsman Paul Dubé a commencé son premier mandat quinquennal le 1^{er} avril 2016.

Copyright © 2017 Ombudsman Ontario, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#)